

Nigeria/Suite à des attaques de Boko Haram

# 44 soldats et une dizaine de civils tués dans le nord-est

AFP

Kano/Nigeria

Une démonstration de force du groupe jihadiste à trois mois de l'élection présidentielle.

DES jihadistes du groupe Boko Haram ont tué 44 soldats dans des attaques de bases militaires et neuf agriculteurs dans le nord-est du Nigeria depuis ce week-end, dans une nouvelle démonstration de force à trois mois de l'élection présidentielle.

Malgré les affirmations répétées du gouvernement selon lesquelles Boko Haram est sur le point d'être vaincu, le groupe a récemment intensifié ses attaques, notamment contre des cibles militaires, causant de lourdes pertes dans les rangs de l'armée. Des hommes de la branche Etat islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP) ont ainsi tué au moins 44 soldats dans les attaques de trois bases militaires durant le week-end, selon des sources sécuritaires.

Dimanche, l'attaque d'une base située à Metele, un village reculé près de la frontière avec le Niger, a fait 43 morts, selon un officier militaire sous couvert d'anonymat qui avait indiqué lundi ne disposer d'aucun bilan.

"Le bilan est maintenant de 43" morts, a-t-il déclaré hier à l'AFP. "Nos troupes ont complètement été mises



Photo : AFP / L'Union

La mort de 44 soldats représente, selon une source militaire, l'une des pires pertes qu'aient subies l'armée, en termes d'hommes bien sûr mais aussi en équipement dans les opérations contre l'insurrection de Boko Haram.

en déroute et les terroristes se sont emparés de la base après de longs combats". Le commandant de la base et trois autres officiers font partie des victimes, a-t-il ajouté, précisant que les recherches pour trouver d'éventuels survivants ou d'autres cadavres continuaient en brousse.

"C'est l'une des pires pertes que nous ayons subies en termes d'hommes et d'équipement dans les opérations de contre-insurrection", a affirmé une autre source militaire.

"Nous parlons de plus de 40 soldats tués, d'armes et de véhicules emportés par les terroristes de Boko Haram", a-t-il ajouté.

Selon un milicien, les assaillants sont arrivés à bord d'une vingtaine de camions. "Le soutien aérien (de l'armée) est arrivé

après que les insurgés eurent envahi la base et pillé les armes", permettant de reprendre le contrôle de la base, a-t-il dit.

Le même jour, des jihadistes ont lancé avant l'aube une attaque sur une autre base, à Gajiram, à 80 km de Maiduguri, où les combats ont duré plusieurs heures, ont affirmé des habitants à l'AFP, sans faire état de victimes.

Un soldat a par ailleurs été tué dans une attaque lancée samedi contre la base de Mainok, toujours dans l'Etat du Borno, d'après des sources sécuritaires.

**PILLAGES ET ENLEVEMENTS**• ISWAP a revendiqué les attaques de Metele et de Mainok, affirmant avoir tué au moins 42 soldats, selon le groupe de veille SITE Intelligence. Contacté par l'AFP, un

porte-parole de l'armée, Texas Chukwu, a affirmé lundi qu'il n'avait "aucune information" sur ces attaques.

Les bases de Metele et de Gajiram ont déjà été attaquées au cours des six derniers mois, soulignant la vulnérabilité grandissante de l'armée dans le Nord-Est, où le groupe mène une sanglante insurrection ayant fait plus de 27 000 morts depuis 2009.

La multiplication des attaques contre des positions militaires ces derniers mois conduit certains observateurs à penser que les partisans d'une ligne plus dure ont pris le contrôle du commandement du groupe après des dissensions internes.

Le président Muhammadu Buhari, élu en 2015 sur la promesse de vaincre Boko

Haram, briguera un second mandat lors de la présidentielle de février 2019. Son bilan sécuritaire est aujourd'hui très critiqué et les soldats déployés dans le Nord-Est se sont plaints à plusieurs reprises de manquer d'armes et de vivres.

Les attaques de villages sont elles aussi récurrentes. Les jihadistes attaquent généralement des communautés agricoles pour voler des vivres et enlever des civils, souvent contraints d'intégrer les rangs du groupe jihadiste comme combattants, épouses ou aides.

Lundi, des assaillants ont tué neuf cultivateurs et en ont enlevé 12, alors qu'ils travaillaient dans leurs champs, près du village de Mammanti, à 5 km de Maiduguri, la capitale de l'Etat du Borno.

"Nous avons retrouvé neuf corps après l'attaque", a affirmé le chef du village, Muhammad Mammanti, ajoutant que "les insurgés ont emmené 12 personnes".

Le 14 novembre, des militants de Boko Haram avaient déjà attaqué Mammanti, tuant une personne et incendiant le village avant d'emporter des centaines de têtes de bétail avec eux.

Sept femmes avaient été enlevées le même jour près de la ville de Bama, à 70 km de Maiduguri, alors qu'elles travaillaient dans les champs, selon des miliciens engagés contre Boko Haram aux côtés de l'armée nigérienne.

L'Afrique en bref

• Mali / Violences. Heurts mortels entre chasseurs et militaires dans le centre

Une intervention de l'armée malienne contre une milice de chasseurs traditionnels dogons dans le centre du Mali dimanche s'est soldée par plusieurs morts et blessés, ainsi que par des arrestations, a-t-on appris hier de sources concordantes.

• RDCongo/Troubles. Deux humanitaires tués dans le Tanganyika

Deux travailleurs humanitaires congolais ont été tués la semaine dernière par des hommes armés non identifiés dans le Tanganyika (sud-est), site d'un des conflits les plus oubliés de la République démocratique du Congo, a-t-on appris hier de leur organisation.

• Somalie/Jihadistes. 37 shebab tués dans des frappes américaines

L'armée américaine a annoncé hier avoir conduit en Somalie deux frappes contre des islamistes shebab, tuant 37 d'entre eux.

A travers le monde

• Afghanistan/Attentat. Au moins 50 morts à Kaboul



Au moins 50 personnes ont été tuées et 72 blessées dans un attentat suicide lors d'un rassemblement de religieux célébrant la naissance du prophète Mahomet hier à Kaboul, ont annoncé des responsables.

• Etats-Unis/Migrants. Suspension d'une décision de l'administration Trump

Un juge américain a bloqué temporairement lundi une décision de l'administration Trump refusant la possibilité de demander l'asile aux personnes entrant illégalement sur le territoire des Etats-Unis, au moment où des milliers de migrants venus d'Amérique centrale se massent à la frontière avec le Mexique.

• France/Politique. "Gilets jaunes" : Macron prône le "dialogue"

Le président français Emmanuel Macron a prôné hier le "dialogue" pour convaincre les "gilets jaunes", ces manifestants excédés par la hausse des taxes sur les carburants, de cesser leur mouvement de blocage des autoroutes et des dépôts pétroliers dont les forces de l'ordre s'emploient à dégager les accès.

Madagascar/Présidentielle du 7 novembre

# Le candidat Marc Ravalomanana dépose des requêtes

AFP

Antananarivo/Madagascar

L'ancien président espère ainsi obtenir la correction de "certaines irrégularités". Pour autant, il ne remet pas en cause sa participation au second tour le 19 décembre.

SANS remettre en cause la tenue d'un deuxième tour dans la présidentielle à Madagascar, le candidat Marc Ravalomanana, par l'intermédiaire de ses avocats, a déposé plus d'une cinquantaine de requêtes hier devant la Haute cour constitutionnelle pour "corriger certaines irrégularités" dans les résultats du premier tour publiés par la Commission électorale.

"On ne cherche pas une victoire au premier tour, mais juste une correction sur cer-

taines irrégularités dans les résultats publiés par la Ceni (Commission électorale nationale indépendante)", a indiqué à l'AFP l'un des avocats de M. Ravalomanana, arrivé second du premier tour du 7 novembre. Les résultats complets et officiels publiés par la Ceni samedi, impliquent la tenue d'un second tour le 19 décembre, entre les deux anciens présidents Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana, aucun des deux candidats n'ayant recueilli plus de 50% des voix.

M. Rajoelina a obtenu 39,19% des suffrages, devant M. Ravalomanana qui en obtient 35,29%, devançant largement le président sortant Hery Rajaonarimampianina qui n'enregistre que 8,84% des voix.

Lundi, le candidat Andry Rajoelina a dénoncé une manœuvre qui l'a empêché de dépasser les 40% par le



Photo : AFP

Comme son adversaire du second tour Andry Rajoelina, le candidat Marc Ravalomanana s'en remet à la Haute cour constitutionnelle pour trancher les requêtes qu'ont déposées ses avocats hier.

biais, selon lui, d'un logiciel trafiqué dans le traitement des résultats. ("L'Union" d'hier).

Lui aussi s'en remet à la Haute cour constitutionnelle pour trancher sur ses requêtes.

L'organisation régionale de la Communauté de développement de l'Afrique australe (Sadec), quant à

elle, "félicite la Ceni" dans un communiqué diffusé lundi "pour la publication des résultats provisoires et pour le travail qu'elle a accompli jusqu'à présent". Elle lance un appel aux acteurs politiques et à la population pour "faire en sorte que le même climat de paix que celui qui a régné au premier tour de scrutin

puisse prévaloir au second tour".

Madagascar, grande île pauvre de l'océan Indien, est coutumière des crises politiques depuis son indépendance de la France en 1960.

En 2001, Marc Ravalomanana avait proclamé sa victoire dès le premier tour de la présidentielle, provoquant une crise de sept mois qui s'était soldée par la mort d'une centaine de personnes. Il avait finalement pris les rênes du pouvoir sans second tour.

Mais en 2009, il avait dû démissionner sous la pression de l'armée, qui avait confié la direction du pays à l'opposant Andry Rajoelina.

Le second tour de cette année va se jouer entre les protagonistes de la crise de 2009 qui s'étaient vu interdire de participer à la présidentielle de 2013, remportée par Hery Rajaonarimampianina.